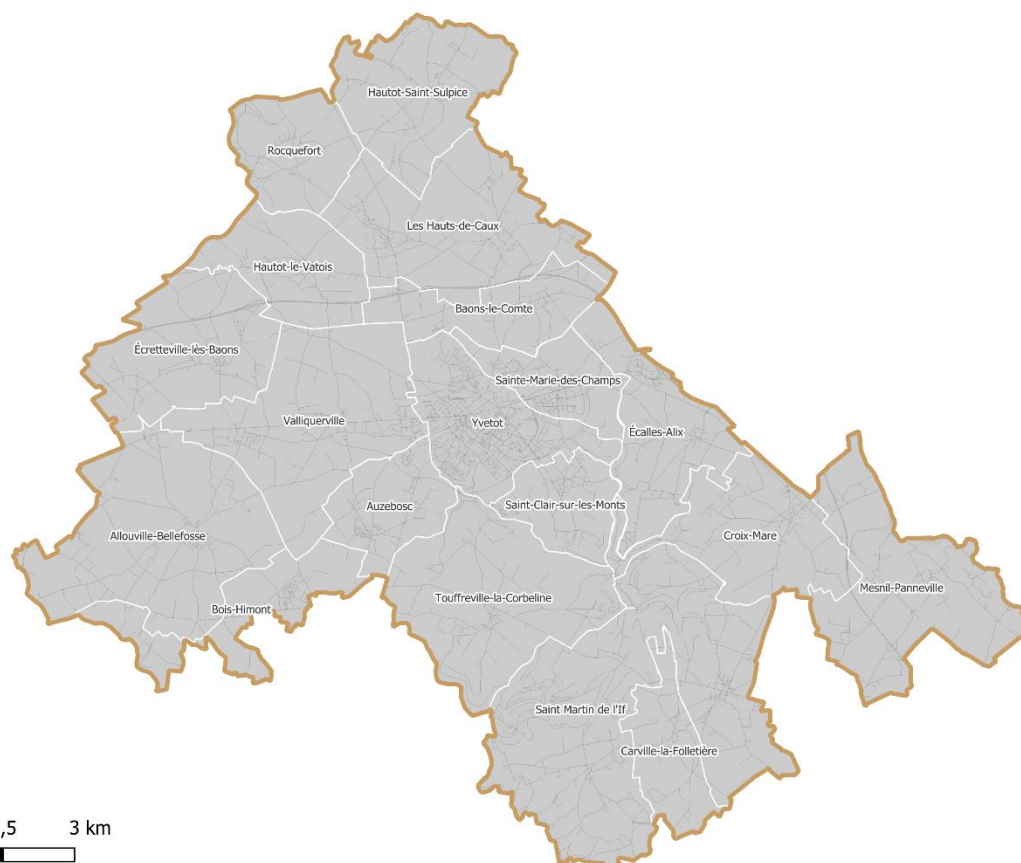


Rapport local de suivi de l'artificialisation des sols

Diagnostic de la CC Yvetot Normandie

Décembre 2024



Objet du rapport local de suivi de l'artificialisation des sols



Sur la décennie 2011-2021, 24 000 ha d'espaces naturels, agricoles et forestiers ont été consommés chaque année en moyenne en France, soit près de 5 terrains de football par heure. Les conséquences sont écologiques mais aussi socio-économiques.

La France s'est donc fixée, dans le cadre de [la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021](#) dite « Climat et résilience » complétée par [la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023](#), l'objectif d'atteindre le « zéro artificialisation nette des sols » en 2050, avec un objectif intermédiaire de réduction de moitié de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers sur 2021-2031 par rapport à la décennie précédente.

Cette trajectoire progressive est à décliner territorialement dans les documents de planification et d'urbanisme.

Cette trajectoire est mesurée, pour la période 2021-2031, en consommation d'espaces NAF (naturels, agricoles et forestiers), définie comme « la création ou l'extension effective d'espaces urbanisés sur le territoire concerné » ([article 194, III, 5° de la loi Climat et résilience](#)). Le bilan de consommation d'espaces NAF s'effectue à l'échelle d'un document de planification ou d'urbanisme.

A partir de 2031, cette trajectoire est également mesurée en artificialisation nette des sols, définie comme « le solde de l'artificialisation et de la renaturation des sols constatées sur un périmètre et sur une période donnés » ([article L.101-2-1 du code de l'urbanisme](#)). L'artificialisation nette des sols se calcule à l'échelle d'un document de planification ou d'urbanisme.

Qui doit établir ce rapport ?

Les communes ou les EPCI (établissements publics de coopération intercommunale) dotés d'un document d'urbanisme, établissent au minimum tous les 3 ans un rapport sur le rythme de l'artificialisation des sols et le respect des objectifs de sobriété foncière déclinés au niveau local ([art. L. 2231-1 du code général des collectivités territoriales](#)).

Pour les territoires soumis au règlement national d'urbanisme (RNU), il revient aux **services déconcentrés de l'Etat (DDT)** de réaliser ce rapport.



Le premier rapport doit être réalisé 3 ans après l'entrée en vigueur de la loi, soit en 2024.

L'enjeu est de mesurer et de **communiquer** régulièrement au sujet du rythme de l'artificialisation des sols, afin **d'anticiper et de suivre** la trajectoire et sa réduction. Ce rapport doit être présenté à l'organe délibérant, faire l'objet d'un **débat** et d'une **délibération** du conseil municipal ou communautaire, et de mesures de **publicité**. Le rapport est **transmis** dans un délai de quinze jours suivant sa publication aux préfets de région et de département, au président du conseil régional, au président de l'EPCI dont la commune est membre ou aux maires des communes membres de l'EPCI compétent ainsi qu'aux observatoires locaux de l'habitat et du foncier.

Que doit contenir ce rapport ?

Le contenu minimal obligatoire est détaillé à l'[article R. 2231-1 du code général des collectivités territoriales](#) :

- « **1° La consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, exprimée en nombre d'hectares**, le cas échéant en la différenciant entre ces types d'espaces, et en pourcentage au regard de la superficie du territoire couvert. Sur le même territoire, le rapport peut préciser également la transformation effective d'espaces urbanisés ou construits en espaces naturels, agricoles et forestiers du fait d'une renaturation ;
- **2° Le solde entre les surfaces artificialisées et les surfaces désartificialisées**, telles que définies dans la nomenclature annexée à l'[article R. 101-1 du code de l'urbanisme](#) ;
- **3° Les surfaces dont les sols ont été rendus imperméables**, au sens des 1° et 2° de la nomenclature annexée à l'[article R. 101-1 du code de l'urbanisme](#) ;
- **4° L'évaluation du respect des objectifs de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et de lutte contre l'artificialisation des sols fixés dans les documents de planification et d'urbanisme**. Les documents de planification sont ceux énumérés au [III de l'article R. 101-1 du code de l'urbanisme](#).

Le rapport (...) explique les raisons des évolutions observées sur tout ou partie du territoire qu'il couvre, notamment l'impact des décisions prises en matière d'aménagement et d'urbanisme ou des actions de renaturation réalisées. »



Avant 2031, il n'est pas obligatoire de renseigner les indicateurs 2°, 3° et 4° tant que les documents d'urbanisme n'ont pas intégré cet objectif.

A noter que c'est le rapport qui est triennal, et non la période à couvrir par le rapport :

- Il faut que **le rapport soit produit a minima tous les 3 ans**. Il est donc possible pour une collectivité qui le souhaite, de produire un rapport, par exemple tous les ans ou tous les 2 ans.
- La période à couvrir n'est pas précisée dans les textes. Étant donné que l'État met à disposition les données des fichiers fonciers depuis le 1er janvier 2011 (= début de la période de référence de la loi CR), il est **recommandé de présenter la chronique des données du 1er janvier 2011 et jusqu'au dernier millésime disponible**, pour apprécier la trajectoire du territoire concerné avec le recul nécessaire (les variations annuelles étant toujours à prendre avec prudence).

Quelles sont les sources d'informations disponibles pour ce rapport ?

Les données produites par l'[observatoire national de l'artificialisation](#) sont disponibles gratuitement.

Mon Diagnostic Artificialisation propose une première trame de ce rapport local, en s'appuyant sur les données de l'observatoire national disponibles à date, soit :

- concernant la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, les données issues des fichiers fonciers produits annuellement par le Cerema. Ce rapport a été produit à partir des fichiers fonciers fournis par le Cerema au 1er janvier 2023 ;
- concernant l'artificialisation nette des sols, les données issues de l'occupation des sols à grande échelle (OCS GE) en cours de production par l'IGN, qui seront disponibles sur l'ensemble du territoire national d'ici fin 2025.



Il n'est, bien évidemment, pas demandé d'inventer des données non encore disponibles : pour le premier rapport triennal à produire d'ici août 2024 il sera possible d'utiliser les fichiers fonciers au 1er janvier 2023, couvrant la consommation d'ENAF au titre de l'année 2022. La consommation d'ENAF au titre de l'année 2023 n'étant pas disponible à ce jour.

Il est également possible d'utiliser les données locales, notamment celles des observatoires de l'habitat et du foncier ([art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation](#)) et de s'appuyer sur les analyses réalisées dans le cadre de l'évaluation du schéma de cohérence territoriale (ScoT – [art. L. 143-28 du code de l'urbanisme](#)) et de celle du plan local d'urbanisme ([art. L. 153-27 du code de l'urbanisme](#)).

Ces données locales doivent être conformes aux définitions légales de la consommation d'espaces (et le cas échéant de l'artificialisation nette des sols), homogènes et cohérentes sur la décennie de référence de la loi (1er janvier 2011-1er janvier 2021) et sur la décennie en cours (1er janvier 2021-1er janvier 2031).

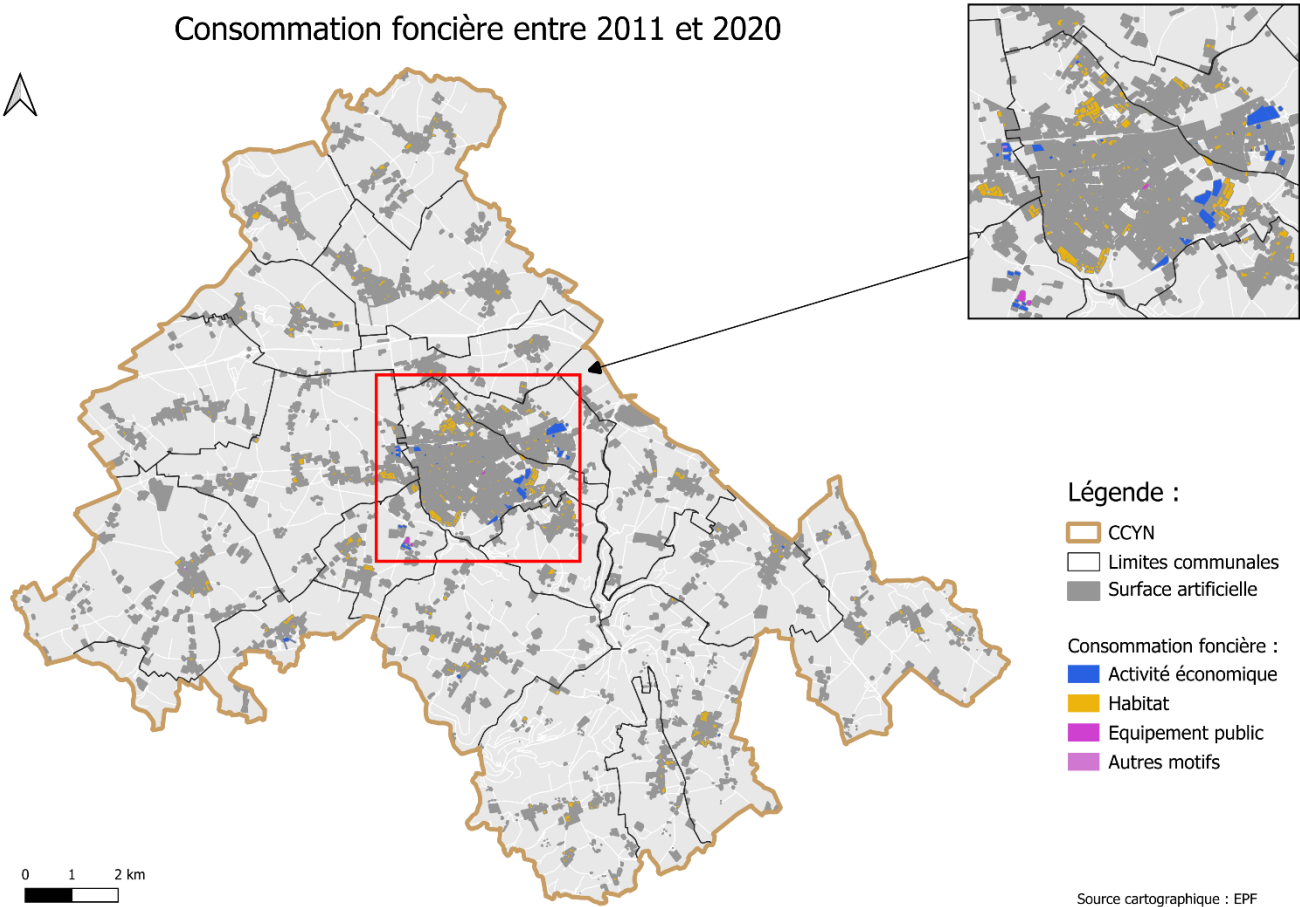
Sur le territoire de la CC Yvetot Normandie, compte tenu du travail mené par la région Normandie et des données disponibles dans le cadre de la révision en cours du SCoT Plateau de Caux Maritime, il a été décidé de s'appuyer sur les données de la base CCF, financée par la Région et pilotée par l'EPF Normandie. La trame du rapport (via Mon Diagnostic Artificialisation) est conservée mais les données présentées ci-après découlent des analyses menées dans le cadre du SRADDET Normandie et du SCoT Plateau de Caux Maritime en cours de révision.

Mesure de la consommation d’espaces entre 2011 et 2020

La Région Normandie a fait le choix de l’utilisation de la base CCF, financée par la Région et pilotée par l'EPF pour réaliser l’estimation de la consommation foncière 2011-2020. Selon cette dernière, 386 hectares ont été mobilisés entre 2011 et 2020 à l’échelle du PETR, dont **116 hectares** à l’échelle de la Communauté de Communes Yvetot Normandie. L’habitat est le principal facteur de consommation d'espaces sur notre territoire (83 ha soit 71%), puis il s’agit de l’activité économique.

Consommation foncière entre 2011 et 2020 sur la CC Yvetot Normandie selon CCF		
Vocation	Superficie consommée (en ha)	Part (en%)
Activité économique	27	23 %
Equipement public	2	2 %
Logement	83	71 %
Mixte	1	1 %
Non bâti	3	3 %
Total	116 ha	100 %

Si on compare ce chiffre avec celui de la consommation d'espaces 2001-2010 qui est estimée à 186,8 hectares, on constate que le territoire avait déjà amorcé une réduction de la consommation foncière de **-38%** par rapport la période précédente (données CCF région).



Mesure de la consommation d'espaces depuis 2021

Analyse de la consommation foncière menée dans le cadre de la procédure de révision du SCoT :

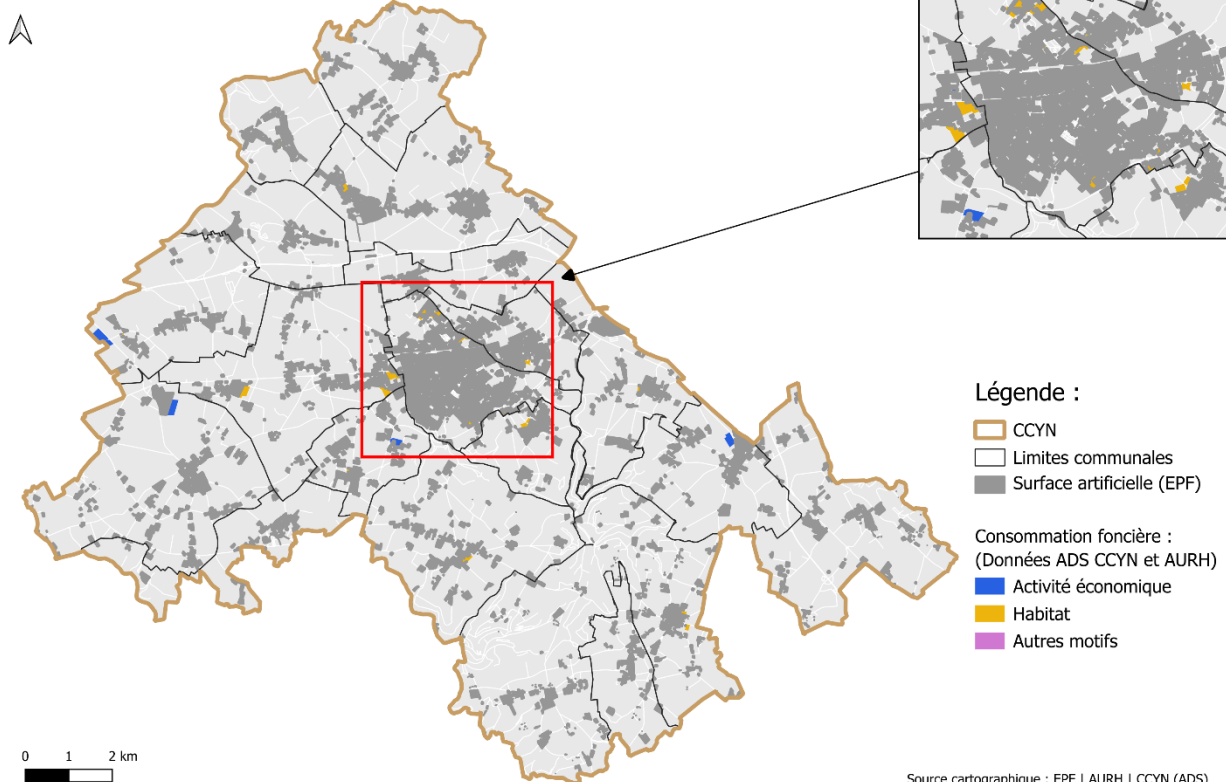
Les projets constitutifs d'une consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers depuis 2021 sont imputés au volume maximal de consommation d'espace pour la période 2021-2030. Aussi, la connaissance de la part de l'enveloppe déjà consommée est déterminante pour l'élaboration du projet de territoire à définir par le SCoT d'ici 2030 et au-delà. Dans le cadre de l'élaboration du SCoT, le PETR avec l'appui de l'Agence d'Urbanisme de la Région du Havre, a engagé une analyse de la consommation d'espace de chaque territoire sur la période 2021-- octobre 2024, réalisée à partir des données ADS.

Cette analyse concerne uniquement la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestier et recense ainsi uniquement les projets ayant fait l'objet d'une autorisation d'urbanisme, réalisés en extension urbaine, soit localisés en dehors de l'enveloppe urbaine. Le caractère extensif des projets a été défini grâce à un travail de photo-interprétation. Pour les opérations d'ensemble, seules les opérations dont les travaux d'aménagement (voirie et viabilisation) ont été démarrés ou réalisés ont été comptabilisés. Ces opérations d'ensemble sont comptabilisées dans leur intégralité, même si la commercialisation n'est pas finalisée.

Les chiffres 2021-2024 (31 octobre 2024) prennent en compte les surfaces consommées (travaux démarrés /réalisés).

Consommation foncière 2021-2024	
Habitat	25
Economie	21
TOTAL	46

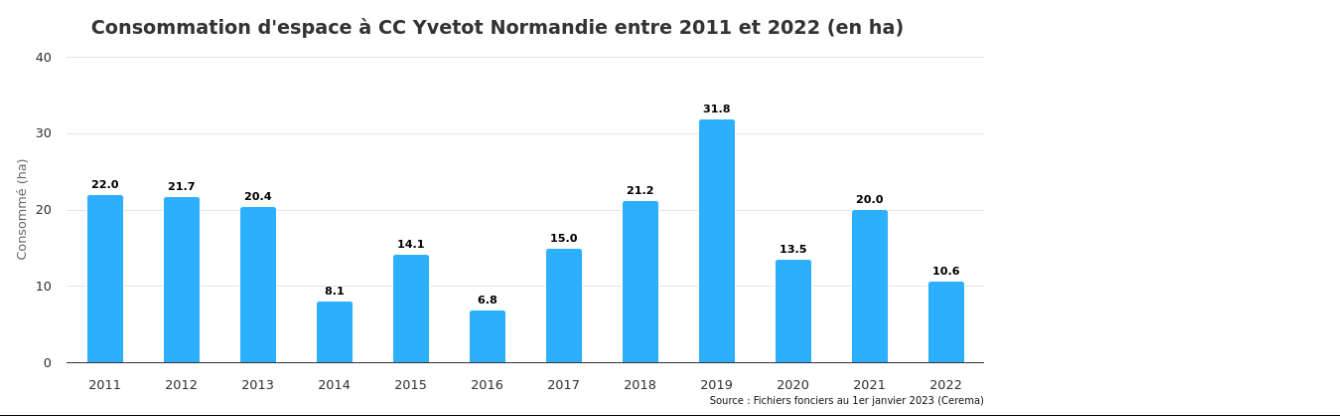
Consommation foncière entre 2021 et 2024



A total, sur la période 2011- 2024, la consommation foncière est donc estimée à environ 162 ha sur la base des données EPFN et des analyses complémentaires menées dans le cadre du SCoT.

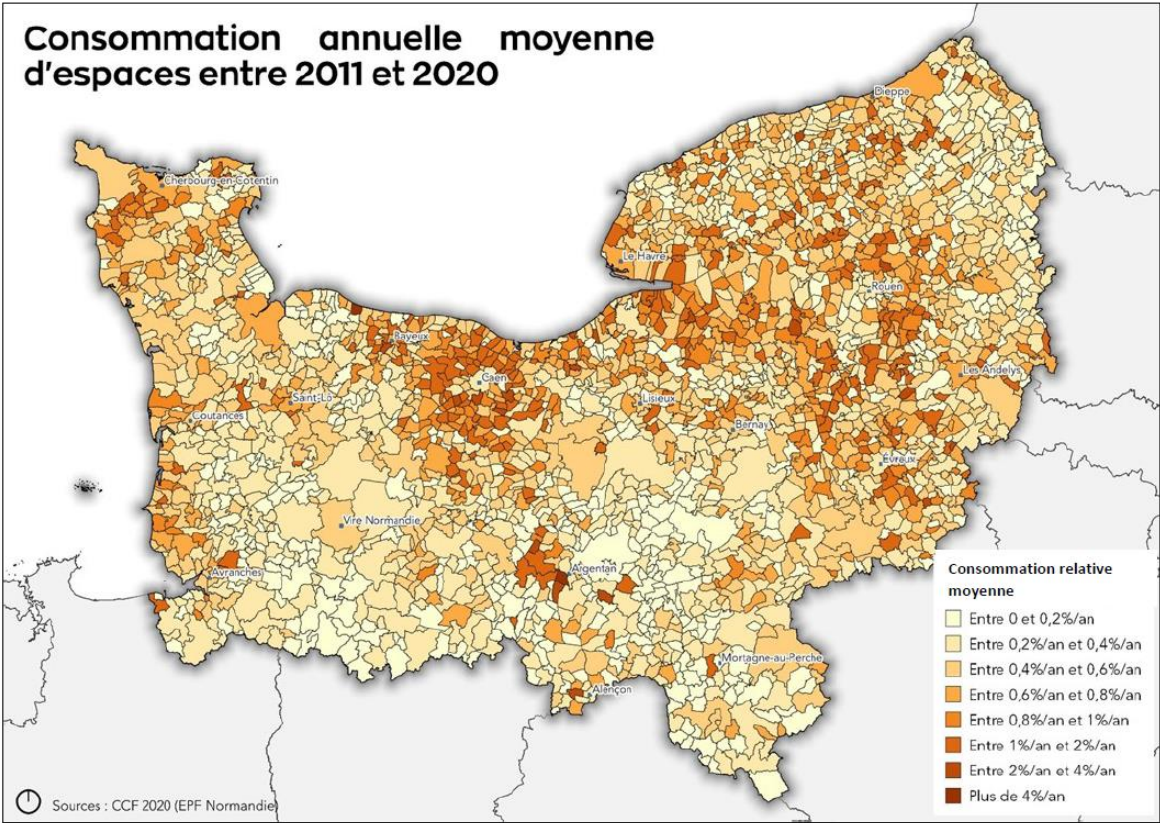
Comparaison avec les données du fichier foncier du CEREMA

La consommation d'espaces entre le 1er janvier 2011 et le 1er janvier 2023 est estimée pour CC Yvetot Normandie à une surface de 205.20 hectares. La surface estimée est donc supérieure à celle calculée à partir de la base EPFN utilisée par la région Normandie. La base de données CCF permet une analyse plus fine et détaillée.



Consommation des territoires voisins

La consommation de l'ensemble des territoires de la région Normandie a été mise en évidence dans le SRADDET sur la période 2011-2020.



Cette carte présente la consommation annuelle d'espaces à l'échelle communale sur la dernière décennie (2011-2020) rapportée à la surface communale totale.

	Consommation d'espaces 2011-2020 (en hectares)**	Taux d'évolution de la consommation d'espaces (2011-2020 par rapport à 2001-2010)**	Consommation d'espaces en hectares pour de l'habitat (2011-2020)**	Consommation d'espaces en hectares autre que l'habitat (économie/équipement s/inconnu) / 2011-2020**	Consommation d'espaces 2011-2020 par habitant (en mètres carrés)**	Part de surfaces artificialisées supplémentaires en 2020 par rapport à 2010**	Taux d'artificialisation du territoire en 2020**
CA Caux Seine Agglo	316,2	-41%	224,3	91,9	40,6	4,6%	12,6%
CC Communauté Bray-Eawy	104,8	-56%	69,6	35,2	41,7	3,0%	7,4%
CC de Londinières	25,1	-49%	20,1	5,0	47,8	2,9%	4,6%
CC des Quatre Rivières	114,4	-61%	86,1	28,3	39,0	2,9%	6,7%
CA Fécamp Caux Littoral Agglomération	112,4	-53%	83,1	29,3	29,1	4,0%	14,2%
CC Campagne-de-Caux	59,3	-59%	46,3	13,0	39,4	3,5%	12,2%
CA de la Région Dieppoise	128,6	-21%	76,3	52,3	27,8	5,4%	19,5%
CC Falaises du Talou	123,8	-41%	99,3	24,5	52,5	5,3%	7,5%
CC Terroir de Caux	236,9	-44%	188,0	48,9	62,5	5,0%	10,1%
CC Inter-Caux-Vexin	294,9	-39%	251,1	43,9	53,6	5,4%	10,6%
CC des Villes Sœurs	63,4	-48%	40,7	22,7	17,1	4,3%	7,2%
CC Interrégionale Aumale - Blangy-sur-Bresle	66,1	-47%	40,3	25,8	30,7	2,4%	5,2%
CC de la Côte d'Albâtre	133,5	-42%	114,2	19,4	48,0	3,8%	10,6%
CC Plateau de Caux-Doudeville-Yerville	137,2	-43%	109,3	27,9	65,3	5,2%	10,9%
CC Yvetot Normandie	116,1	-38%	83,0	33,1	43,9	5,4%	13,5%
CU Le Havre Seine Métropole	607,1	-39%	249,8	357,3	22,6	5,3%	24,4%
Métropole Rouen Normandie	577,5	-54%	395,2	182,3	11,7	3,7%	24,3%
CC Caux - Austreberthe	100,0	-30%	59,0	41,0	39,7	6,8%	17,7%

Les données de la région permettent de mesurer la consommation d'espaces par habitant. En effet, on constate sur la période 2011-2020 une consommation d'espaces par habitant de 43,9 m2. Ce chiffre est supérieur à ceux constatées sur les territoires urbains (métropoles de Rouen et du Havre), mais reste inférieur aux territoires ruraux appartenant au territoire du SCoT Plateau de Caux Maritime.

Indicateurs optionnels non renseignés

Compte tenu de l'absence de données suffisantes, les indicateurs optionnels suivants n'ont pas été référencés.

- Différenciation de la consommation par types d'espaces naturels, agricoles et forestiers
- Renaturation (transformation d'un espace urbanisé en un espace naturel, agricole, ou forestier)
- **Détail de la consommation annuelle par commune (en ha)** Cet indicateur n'a pas été renseigné car l'analyse du SCoT a été menée par intercommunalité.

2° Le solde entre les surfaces artificialisées et les surfaces désartificialisées

Sur le territoire de CC Yvetot Normandie, l'OCS GE n'existe pas encore et nous ne pouvons pas encore mesurer l'artificialisation.

3° Les surfaces dont les sols ont été rendus imperméables

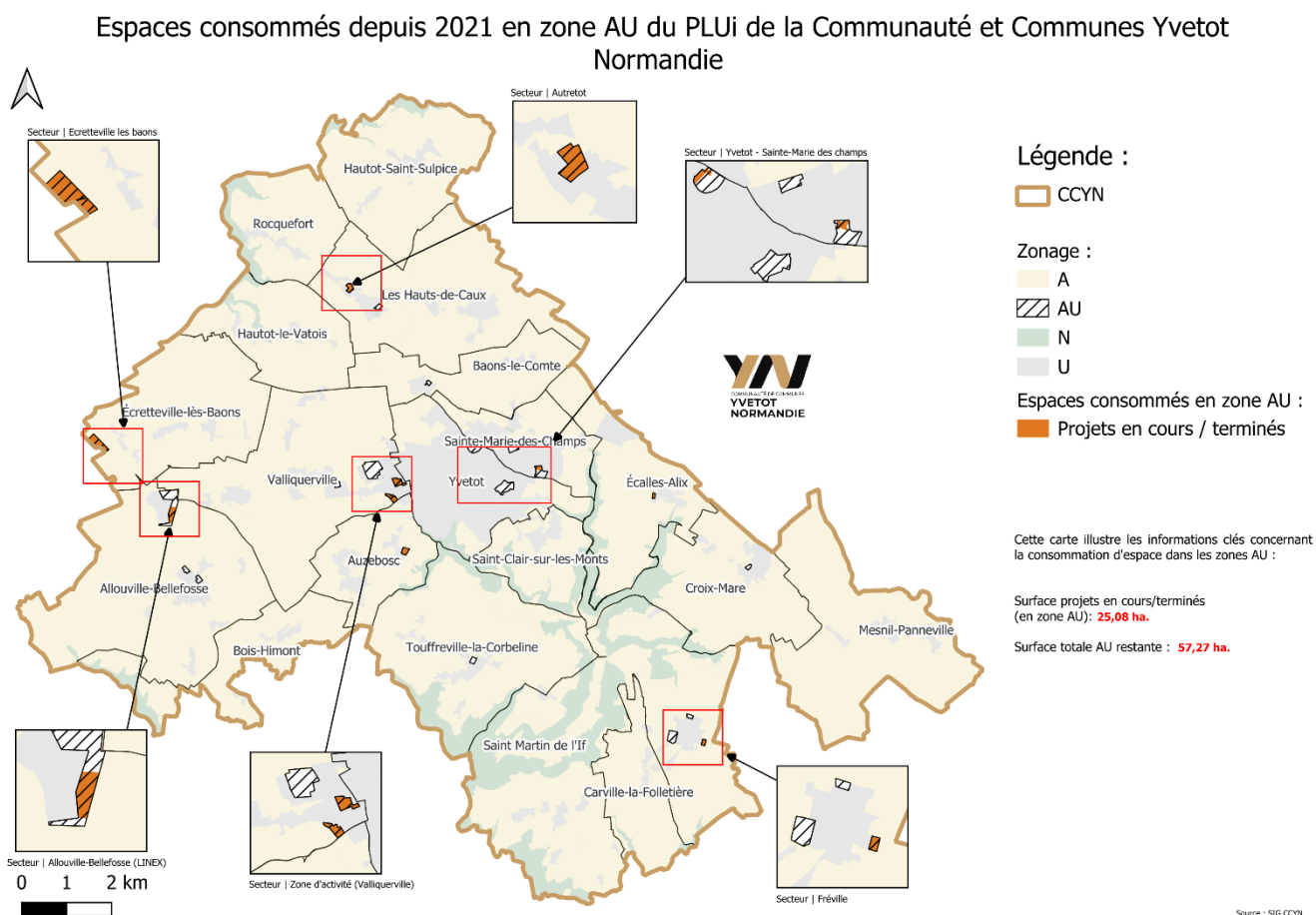
Sur le territoire de CC Yvetot Normandie, l'OCS GE n'existe pas encore et nous ne pouvons pas encore mesurer l'imperméabilisation.

4° Evaluation du respect des objectifs de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et de lutte contre l'artificialisation des sols fixés dans les documents de planification et d'urbanisme

Dans le PLUi approuvé en octobre 2020, au regard des projets de développement et des objectifs fixés par le projet intercommunal, les besoins en extension avaient été estimés à un total d'environ 95 hectares. Sur la base de cette estimation, une surface de 82,35 ha a été classée en zone A Urbaniser.

Sur la base du travail engagé dans le cadre du SCoT, on constate qu'une enveloppe de plus de 40ha est déjà engagée sur une période de 4 ans sur notre territoire sur la période de référence 2021-2030.

Une partie de cette consommation a été réalisée dans les zones à urbaniser identifiées au plan de délimitation en zones du PLUi. En effet, 25 hectares de terrains classés en zone A Urbaniser ont été consommés (projets terminés ou terrains viabilisés). Cela correspond à 30% de la surface totale des zones AU du PLUi. Le reste de la consommation a été réalisée dans les zones Urbaines du PLUi.



Dans le PLUi en vigueur, il reste donc une capacité d'environ 57 ha dans les zones A Urbaniser.

L'enveloppe estimative de consommation identifiée au SRADDET pour le PETR Plateau de Caux Maritime est de 191,8ha sur la période 2021-2030. Dans le cadre de la révision du SCoT, ces données sont actuellement en cours

de déclinaison à l'échelle de chaque Communauté de communes. Lorsque le SCoT sera finalisé, une analyse sera menée pour évaluer la compatibilité entre le SCoT et le PLUi approuvé. Une procédure d'évolution sera engagée pour assurer une mise en compatibilité si cela est nécessaire.

Compte tenu de l'effet de réduction indiqué prévu dans la loi et décliné dans le SRADDET (-52%), comparé à celui fixé dans le PLUi (-40%), il faudra probablement envisager un travail sur la consommation foncière pour assurer une compatibilité avec l'objectif ZAN.